

ODOXA

L'Opinion tranchée

Perceptions et attentes des professionnels de santé dans le cadre du Grand Débat National

LEVÉE D'EMBARGO LE LUNDI 25 MARS 2019 À 6H00

Contact médias *nehs* : Jérôme Aubé | 06 29 82 76 55 | presse@groupe-nehs.com

Sondage réalisé pour GPS :

**GROUPE
PROFESSION
SANTÉ**

LE QUOTIDIEN
DU MEDECIN
www.lequotidienlamedecin.fr

LeQuotidien
du pharmacien

le **g**eneraliste

DÉCISION
STRATÉGIE

infirmiers.com

Aide
soignant

CADRE
SANTÉ

Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet les 27 et 28 février 2019.

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de professionnels de santé interrogés par Internet du 21 février au 14 mars 2019.



Echantillon

Echantillon de 1 001 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Echantillon de 3 366 professionnels de santé, composé de :

- 929 médecins généralistes, 1 040 médecins spécialistes, 41 internes
- 495 infirmier(e)s ; 120 aides-soignants ; 16 sages-femmes
- 502 pharmaciens
- 130 autres professionnels en santé
- 93 cadres de santé / personnels administratifs

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20%, la marge d'erreur est égale à 2,5%. Le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

Enseignements clés de l'étude

L'œil du sondeur de Gaël Sliman (1/2)

Cofondateur et président d'Odoxa

Voici la synthèse des résultats de l'enquête exceptionnelle conduite par Odoxa pour GPS auprès de près de 3 400 professionnels de santé (que nous appellerons souvent « PS » pour éviter les répétitions) dont plus de la moitié de médecins, mais aussi plus de 600 infirmiers et aides-soignants et plus de 500 pharmaciens.

Nous avons décomposé cette étude en 4 grands chapitres portant :

1. Sur le Grand Débat National et la place de la santé dans celui-ci
2. Sur la perception du système de santé aujourd'hui et attentes pour l'avenir
3. Sur la connaissance qu'ont les PS (professionnels de santé) de la « stratégie nationale de santé » et des mesures annoncées par Agnès Buzyn
4. Et enfin sur le rapport des professionnels de santé à la représentativité, à la démocratie et aux instances censées les représenter

Voici les enseignements clés de cette étude :

1. Si le Grand Débat National est un succès en termes de participation, la santé en a été la grande absente... ce qui est d'autant plus dommage que les PS se sont particulièrement investis dans ce GD
2. Les Français comme les PS veulent à la fois plus d'argent pour la santé et refusent la fermeture des structures de soins locales ayant une trop faible activité
3. Pour faire des économies, les uns comme les autres semblent prêts à ce qu'on lutte contre la prescription d'actes médicaux injustifiés – largement généralisée –

L'œil du sondeur de Gaël Sliman (2/2)

Cofondateur et président d'Odoxa

4. Pour cela accentuer la coopération entre professionnels constituerait un enjeu clé : or, elle ne semble pas ou plus poser de problèmes aux acteurs : « sur le papier », les pharmaciens, médecins et infirmières affichent tous (79% à 93%) leur grande capacité à travailler ensemble.
5. Il faudrait sans doute aussi mieux faire connaître et accepter les orientations portées par les politiques et renouer la confiance entre eux, les instances et les PS :
6. La « stratégie nationale de santé » est fraîchement accueillie : les 2/3 des PS (63%) ne la connaissent pas, et ceux qui la connaissent se montrent plus souvent critiques (22%) que positifs (14%).
7. C'est bien dommage car les principales réformes de l'organisation du système de santé présentées par Agnès Buzyn sont, elles, largement approuvées par les PS (67% sur le numerus clausus par exemple).
8. Mais le problème est que les PS se sentent très mal représentés : pour une majorité, les différentes structures en charge de les représenter ne jouent pas bien leur rôle, pas plus que celles en charge du pilotage du système de santé.
9. Surtout, les PS sont convaincus que leur parole de soignants n'est pas écoutée, que ce soit au niveau « micro » ou au niveau « macro ». Ils ont même un sentiment de régression puisque les trois-quarts (77%) des PS estiment qu'ils ont aujourd'hui moins de place qu'auparavant dans le pilotage du système de soins.

Il était donc urgent, comme nous venons de le faire, de leur donner la parole.

Gaël Sliman, président d'Odoxa

RETROUVEZ EN PAGE 37 A LA FIN DE CE RAPPORT L'ANALYSE DETAILLEE DE CETTE ETUDE

L'œil de l'expert du docteur Philippe Denormandie (1/2)

Directeur des relations publiques et médicales de *nehs*

Comblers le rift

La surprise, c'est qu'il y en a toujours une...

Chacune de nos études en santé nous livre (au moins) une surprise. Une fois de plus, c'est le cas pour cette vaste étude effectuée auprès de près de 3 400 professionnels de santé exerçant en ville comme à l'hôpital.

Acteur de terrain, je percevais/sentais bien toutes les tendances lourdes livrées par cette étude, à la fois sur la frustration des professionnels de santé de ne pas voir la santé occuper toute la place qu'elle mériterait dans le Grand Débat National et surtout sur leur grande distance avec les instances de pilotage de notre système de santé. Mais, sur ce point, l'ampleur du phénomène m'a sidéré : je m'attendais à observer un fossé, c'est un véritable « rift ».

L'ampleur de la méconnaissance des réformes en cours et de leur contenu par les professionnels de santé est le premier enseignement, spectaculaire, de notre étude : la « stratégie nationale de santé » est méconnue par les deux-tiers des professionnels de santé ! Or, comment réformer et transformer notre système de santé si les acteurs de ce système ne sont pas pleinement associés à ce qui se prépare ?

Pour cela, il faut aussi qu'ils aient davantage confiance dans toutes les instances censées les représenter et se charger du pilotage du système de santé français. Le fait que, le plus souvent, entre les deux-tiers et les trois-quarts d'entre eux aient une mauvaise image de ces instances représentatives ou de gouvernance, est évidemment catastrophique.

La première priorité est donc, à mon sens, de renouer le fil distendu, sinon rompu, de cette confiance.

L'autre nécessité va de pair : elle consiste à montrer aux professionnels de santé qu'ils sont écoutés et perçus comme des acteurs (et pas des suiveurs) des décisions à prendre pour l'avenir du système.

L'œil de l'expert du docteur Philippe Denormandie (2/2)

Directeur des relations publiques et médicales de *nehs*

Là aussi, la tâche est ardue car plus de trois professionnels de santé sur quatre sont convaincus que leur parole de soignants n'est pas écoutée et ont l'impression d'avoir, aujourd'hui, moins de place qu'auparavant dans le pilotage du système de soins.

C'est terrible. Mais il n'y a pas de fatalité ; je suis convaincu que cette situation peut être changée.

L'étude nourrit aussi l'espoir car elle montre que les acteurs sont en réalité parfaitement d'accord les uns avec les autres sur les solutions à apporter.

Défiants à l'égard des instances et du pouvoir politique, les professionnels de santé n'en sont pas moins massivement d'accord avec les principaux axes des réformes de santé en cours.

Ils sont tous convergents (à l'exception des mesures coercitives sur la territorialisation des médecins) sur les solutions à adopter... et ni eux, ni les Français ne sont utopiques et ont bien compris qu'il faudra faire des arbitrages pour maintenir voire améliorer notre système de santé.

Enfin, si leur perception – comme celle de beaucoup de Français – de la superstructure est très critique, les professionnels de santé manifestent dans la « vraie vie » au quotidien une grande capacité à s'entendre et à travailler ensemble.

Tous ces éléments là sont bien porteur d'opportunité. Mais il faut impérativement mieux communiquer et interagir entre la « base » et tout notre écosystème santé.

Comblé le « rift » est une urgence.

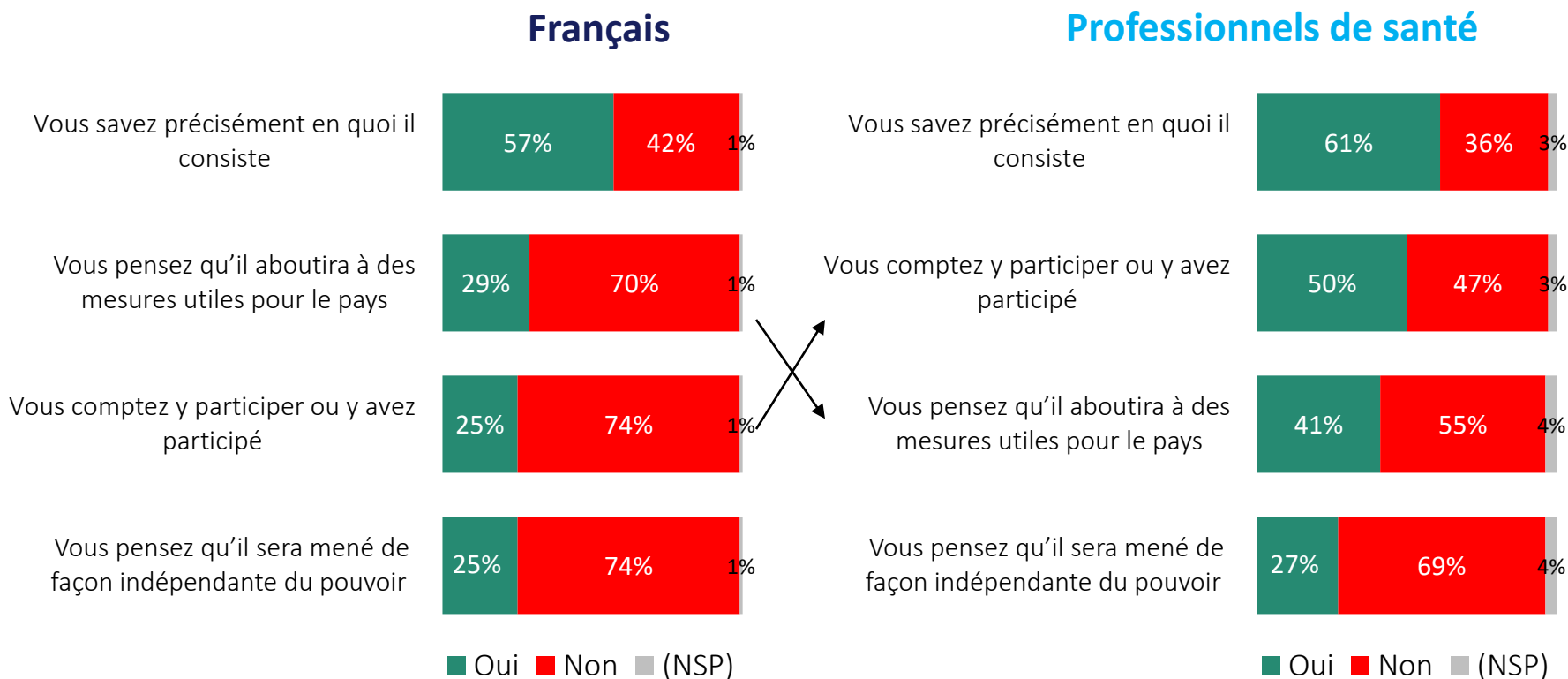
Docteur Philippe Denormandie

I – Le Grand Débat National et la place de la santé dans celui-ci

Le Grand Débat National est un succès total en termes d'impact et de mobilisation mais les Français comme les professionnels de santé doutent qu'il aboutisse à des mesures concrètes



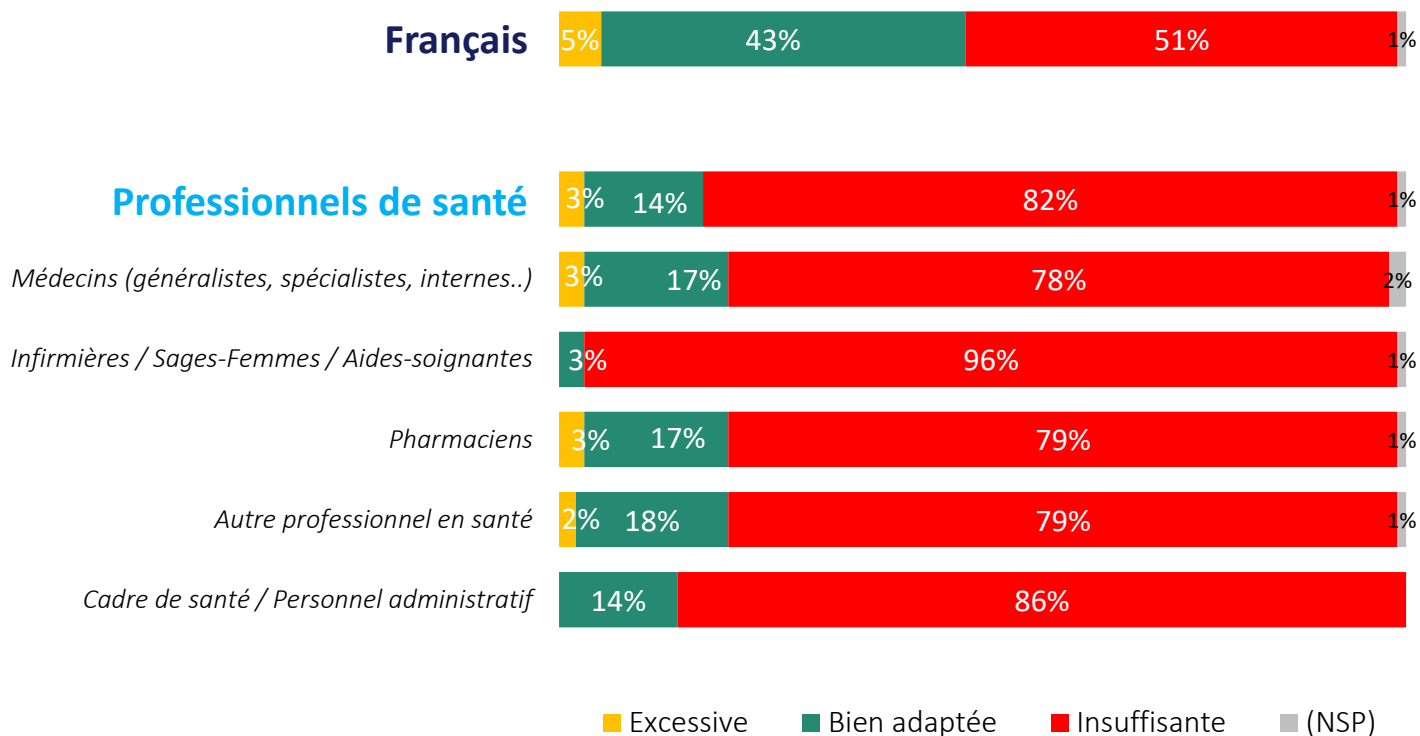
Emmanuel Macron a mis en place un Grand Débat National afin de faire remonter les attentes des Français. A propos de ce grand débat, diriez-vous que ...



Surtout, la santé semble avoir été largement absente de ce Grand Débat National : un Français sur deux et surtout 8 professionnels de santé sur 10 le pensent



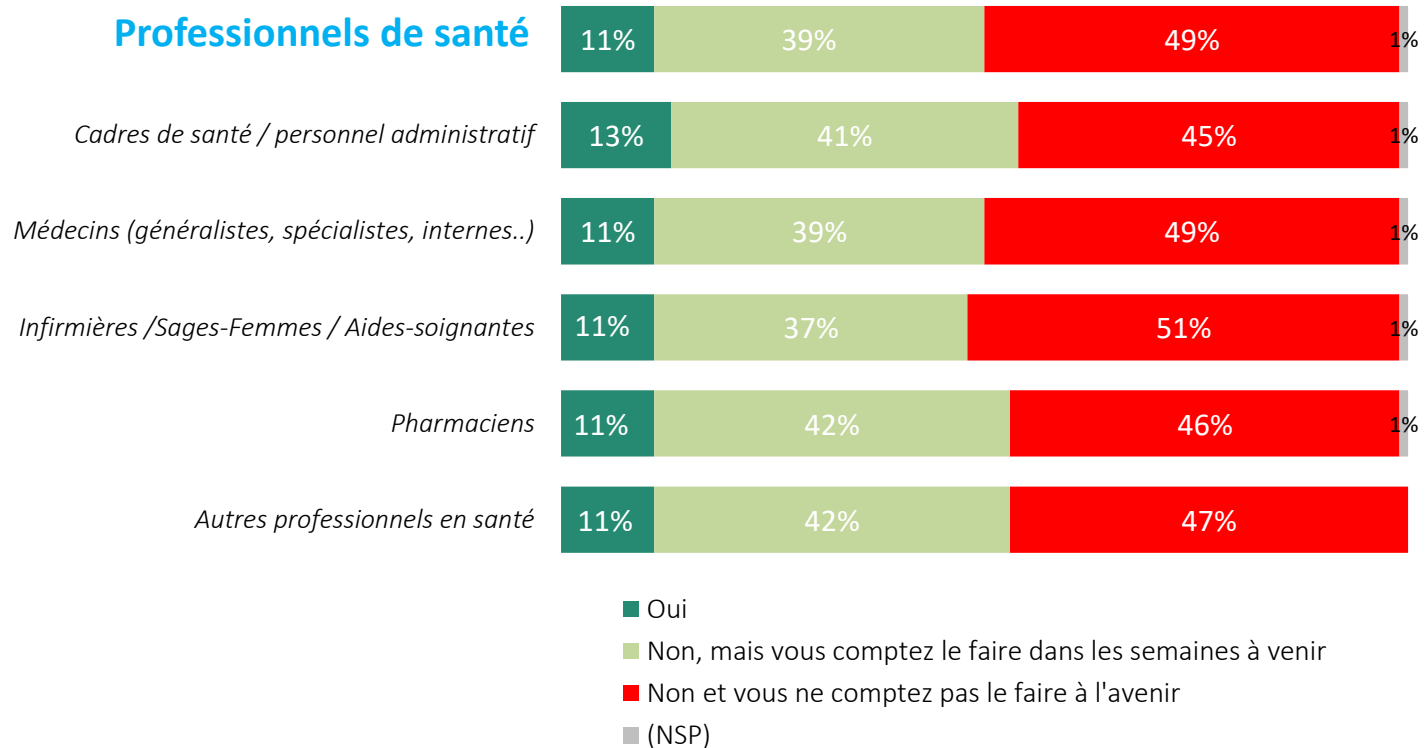
Estimez-vous que la place de la santé dans ce Grand Débat National est excessive, bien adaptée, ou insuffisante ?



C'est d'autant plus dommage que les professionnels de santé de santé se sont particulièrement investis dans ce GD : un sur deux dit avoir proposé des contributions



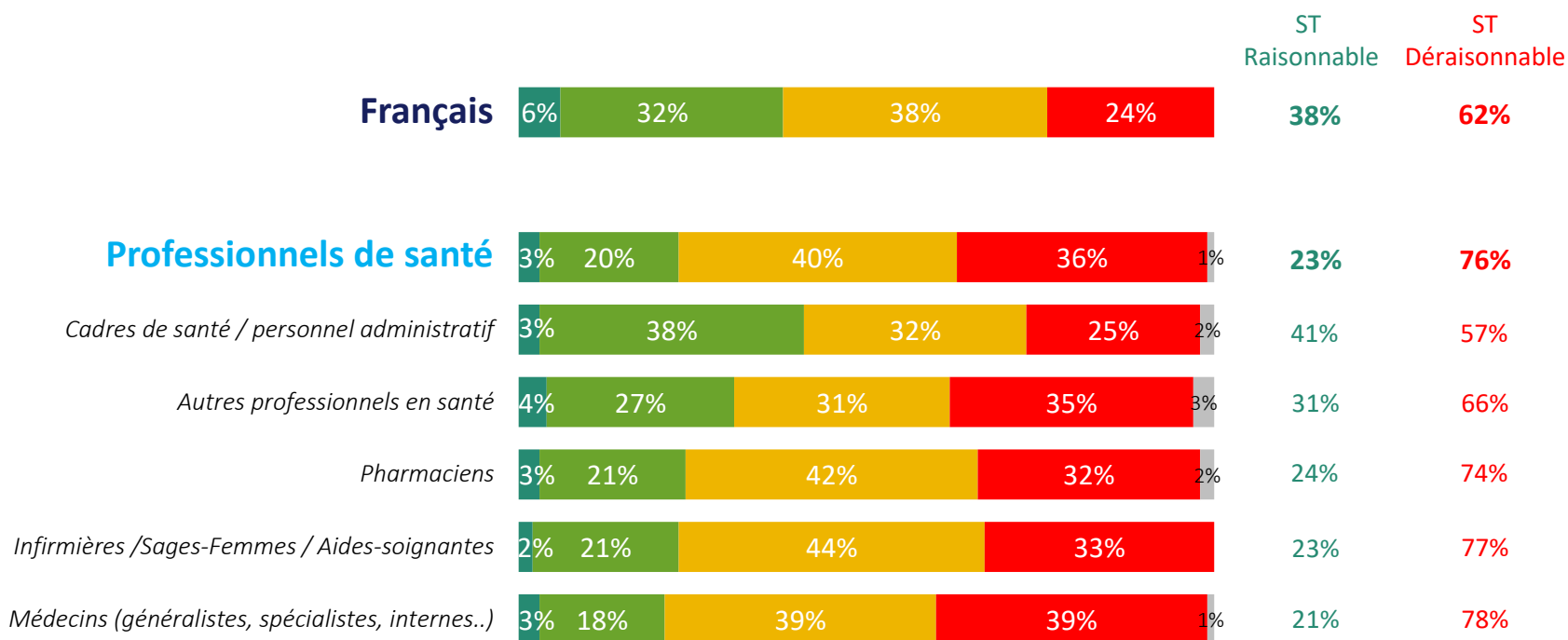
Certains syndicats de professionnels de santé ont appelé leurs adhérents à déposer des contributions. L'avez-vous fait ?



L'attente majeure des Français sur le GD porte sur la fiscalité et le pouvoir d'achat. Tant mieux, car les PS sont eux-aussi très mécontents du montant de leurs impôts : 76% le jugent excessif !



En ce qui vous concerne, estimez-vous que le montant des impôts et des taxes que vous payez est ...



■ Tout à fait raisonnable ■ Assez raisonnable ■ Assez déraisonnable ■ Tout à fait déraisonnable ■ (NSP)

II – Perception du système de santé aujourd’hui et attentes pour l’avenir

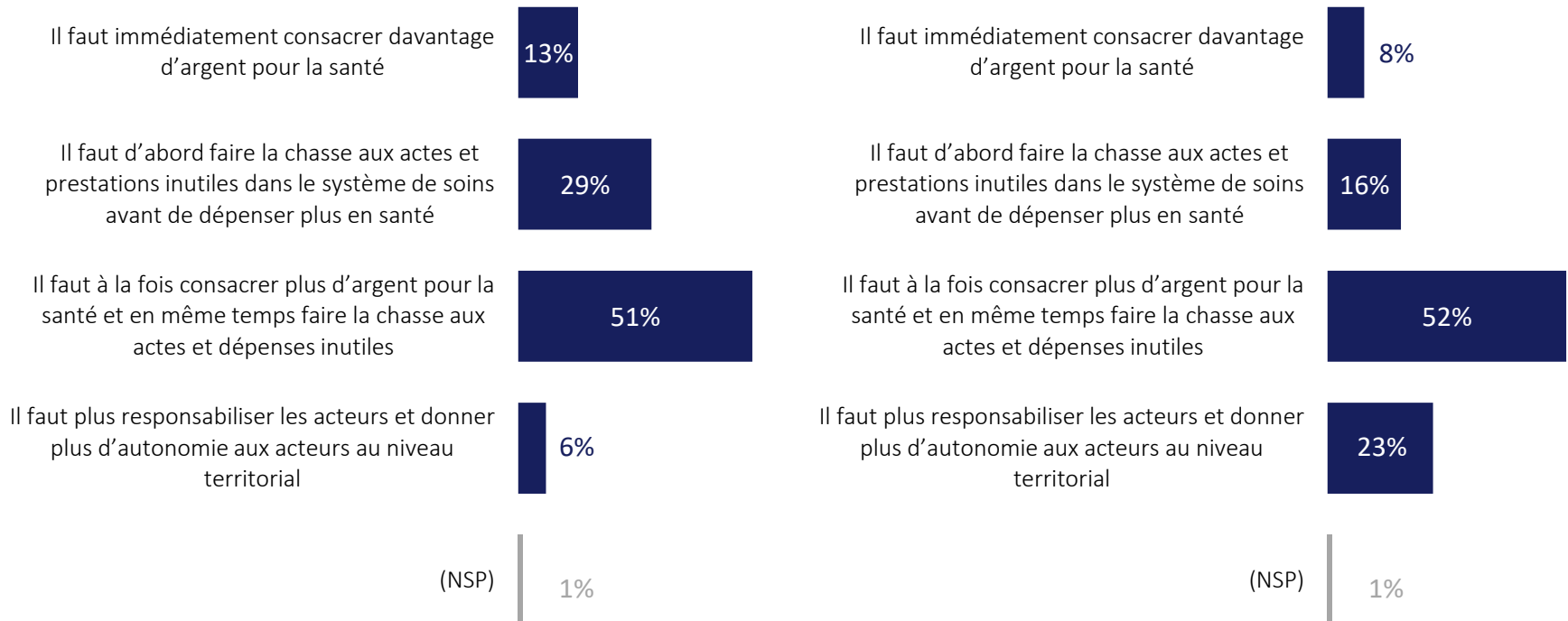
Les PS et les Français ont les mêmes attentes en matière de dépenses de santé : ils veulent à la fois plus d'argent pour la santé et en même temps que l'on fasse la chasse aux dépenses inutiles



S'agissant des dépenses de santé dans notre pays, de laquelle de ses propositions vous sentez-vous le plus proche ?

Français

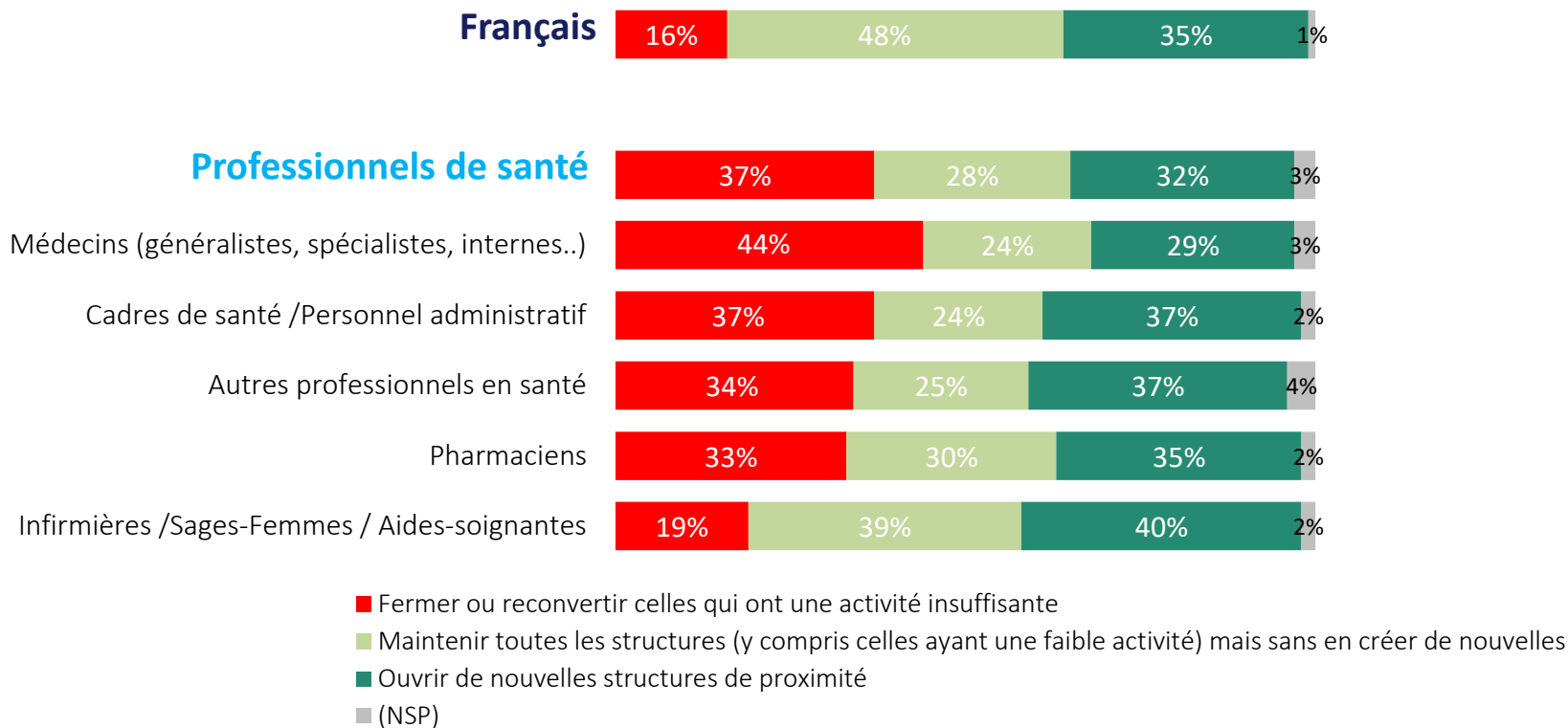
Professionnels de santé



Les Français (83%) comme les PS (60%) se refusent à la fermeture des structures de soins locales ayant une trop faible activité; ils souhaitent a minima le statu quo voire l'ouverture de nouvelles structures



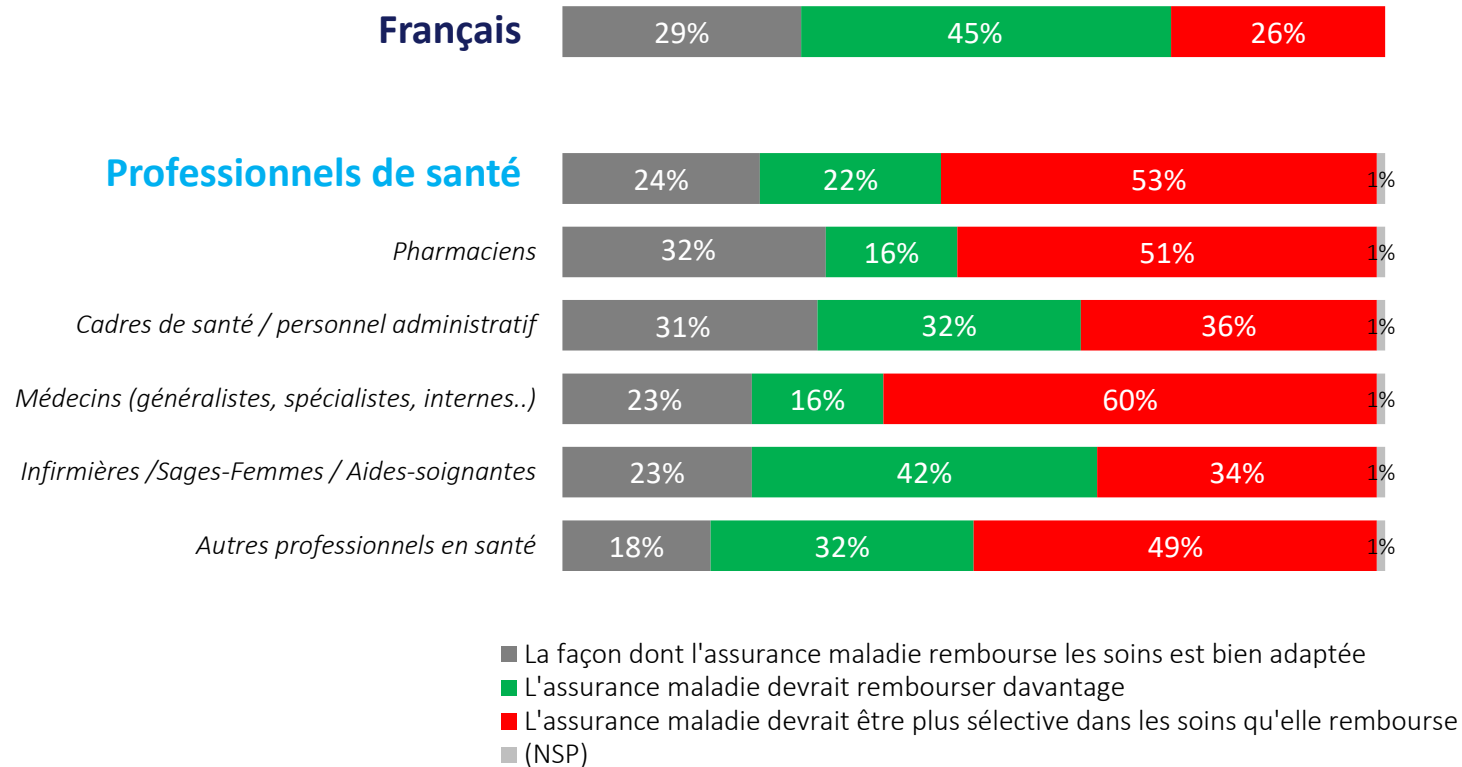
Par rapport aux structures de soins au niveau local (hôpitaux, cliniques...), quelle est selon vous la priorité ?



Le remboursement des soins par l'assurance maladie est en revanche un sujet de dissension : les Français en demandent plus alors que les PS jugent que c'est déjà trop



Pensez-vous que la façon dont l'assurance maladie rembourse les soins est bien adaptée, qu'elle devrait rembourser davantage ou au contraire qu'elle devrait être plus sélective dans les soins qu'elle rembourse ?



Une piste pour faire des économies ? Lutter contre la prescription d'actes médicaux injustifiés : 4 Français sur 10 et les 2/3 des PS reconnaissent s'en être rendus « coupables »

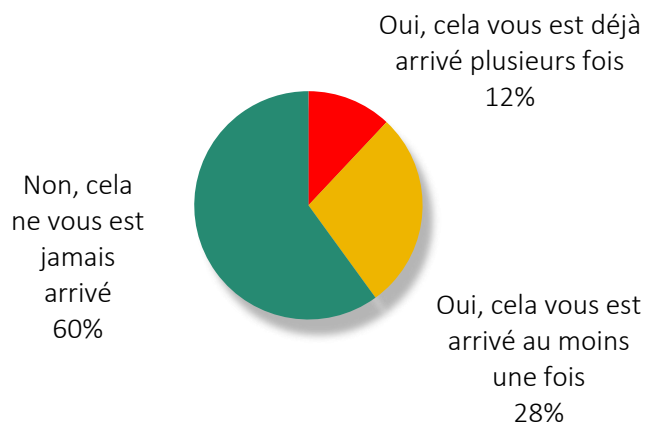


Aux Français : Et vous personnellement, vous est-il déjà arrivé que l'on vous prescrive certains actes ou examens qui, après coup, vous ont semblé non justifiés ?

Aux professionnels de santé : Vous est-il déjà arrivé de prescrire, ou de dispenser certains actes ou examens, ou de délivrer des médicaments qui, après coup, vous ont semblé non justifiés ?

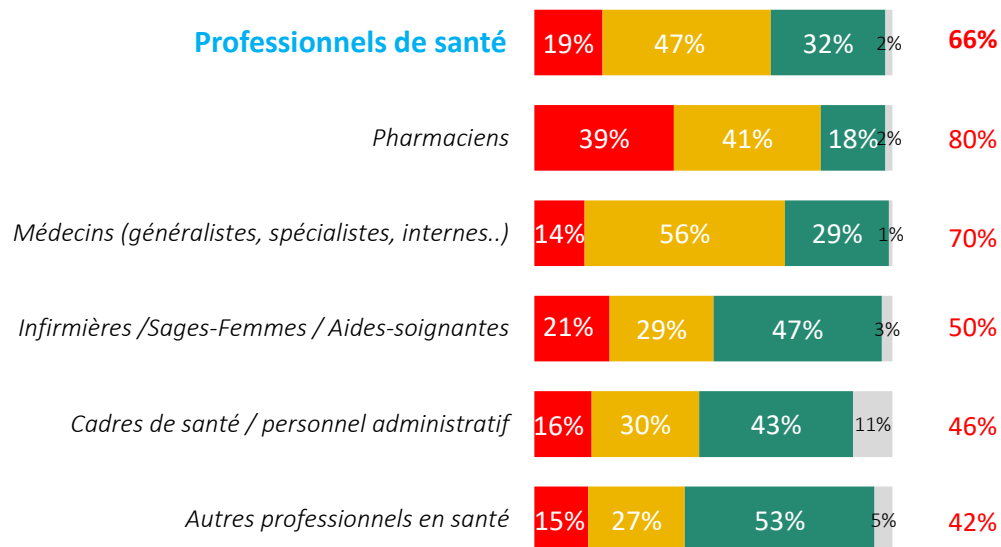
Français

ST Oui : 40%



ST Oui

Professionnels de santé

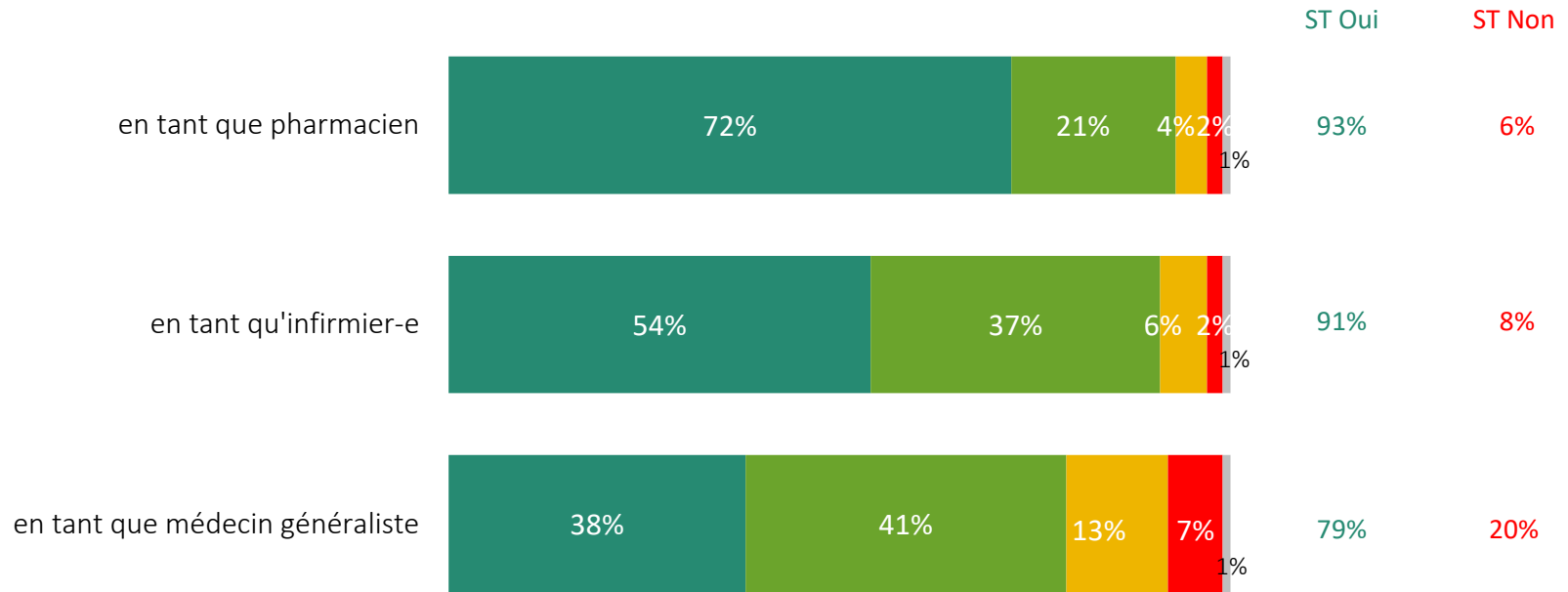


■ oui cela vous arrive régulièrement
■ oui mais cela vous arrive exceptionnellement
■ non, cela ne vous arrive jamais ou presque
■ (NSP)

Bonne nouvelle : « Sur le papier », les pharmaciens, médecins et infirmières affichent tous (79% à 93%) leur grande capacité à travailler ensemble



Seriez-vous prêt en tant qu'*infirmier/médecin généraliste/pharmacien* à travailler avec le *pharmacien/infirmier/médecin généraliste* et le *médecin généraliste/pharmacien/infirmier* dans le cadre du suivi de l'observance des traitements médicamenteux au domicile des patients ?



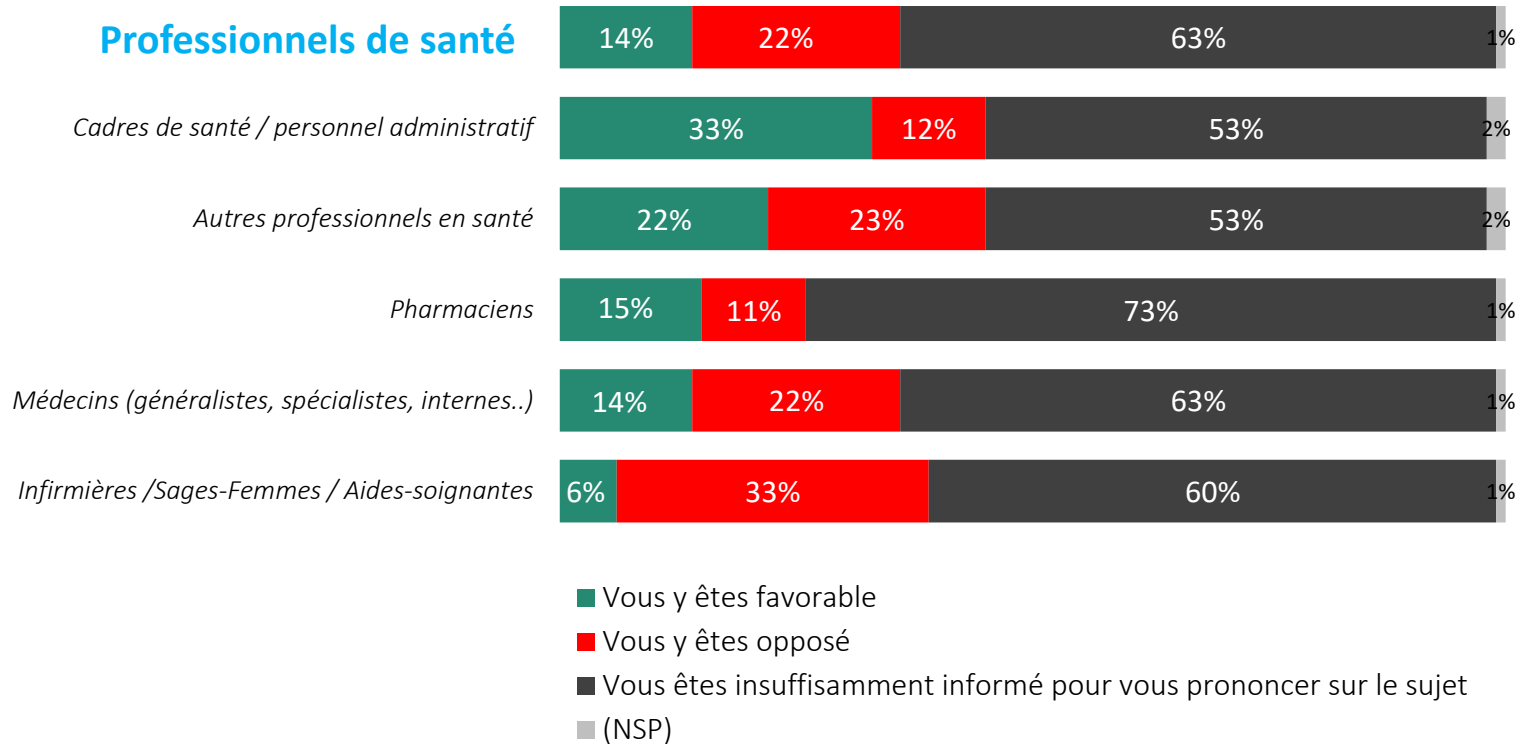
■ Oui, certainement
 ■ Oui, probablement
 ■ Non, probablement pas
 ■ Non, certainement pas
 ■ (NSP)

III – Connaissance de la
« stratégie nationale de santé »
et des mesures annoncées par
Agnès Buzyn

La « stratégie nationale de santé » définie par le gouvernement est fraîchement accueillie : les 2/3 des PS (63%) ne la connaissent pas, et les autres sont plus critiques (22%) que positifs (14%)



Le gouvernement a défini une « Stratégie nationale de santé » qui sert de cadre à la politique de santé jusqu'en 2022. Qu'en pensez-vous ?

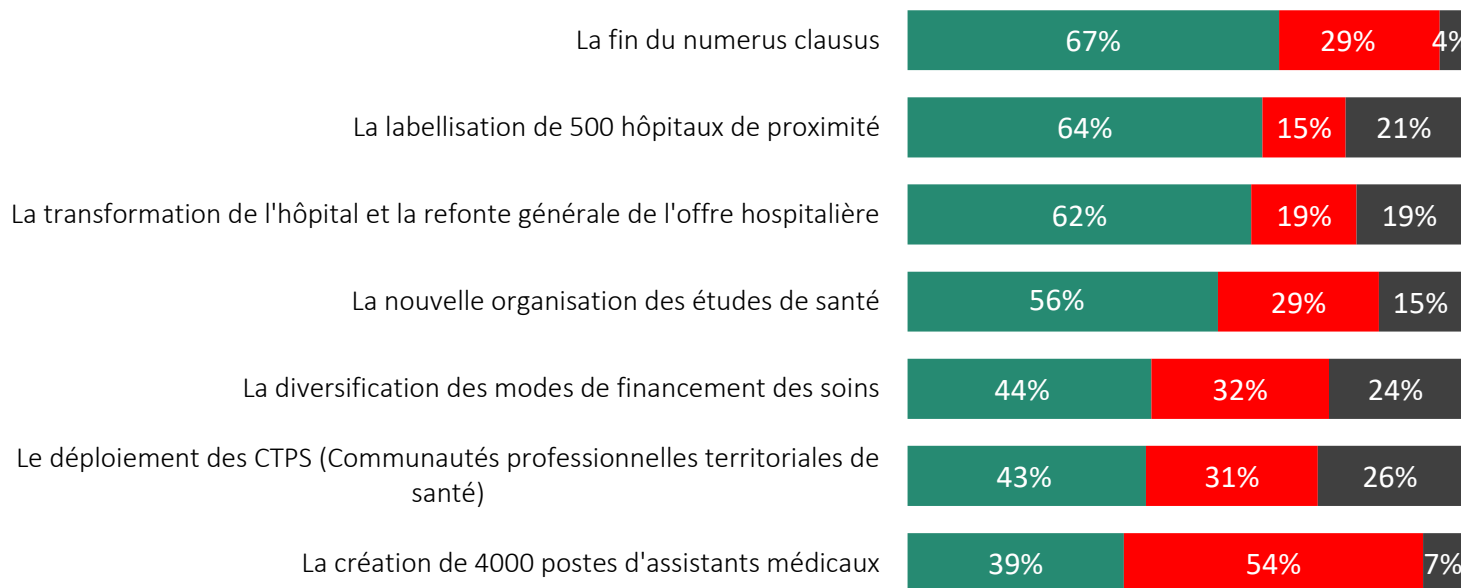


C'est dommage car les principales réformes de l'organisation du système de santé sont largement approuvées par les PS. Hormis la création de 4000 postes d'assistants médicaux (réprouvée)



Agnès Buzyn a récemment présenté en Conseil des ministres, sa réforme de l'organisation du système de santé. Pour chacun des axes suivants de cette réforme, dites-moi si vous y êtes favorable ou opposé :

Professionnels de santé

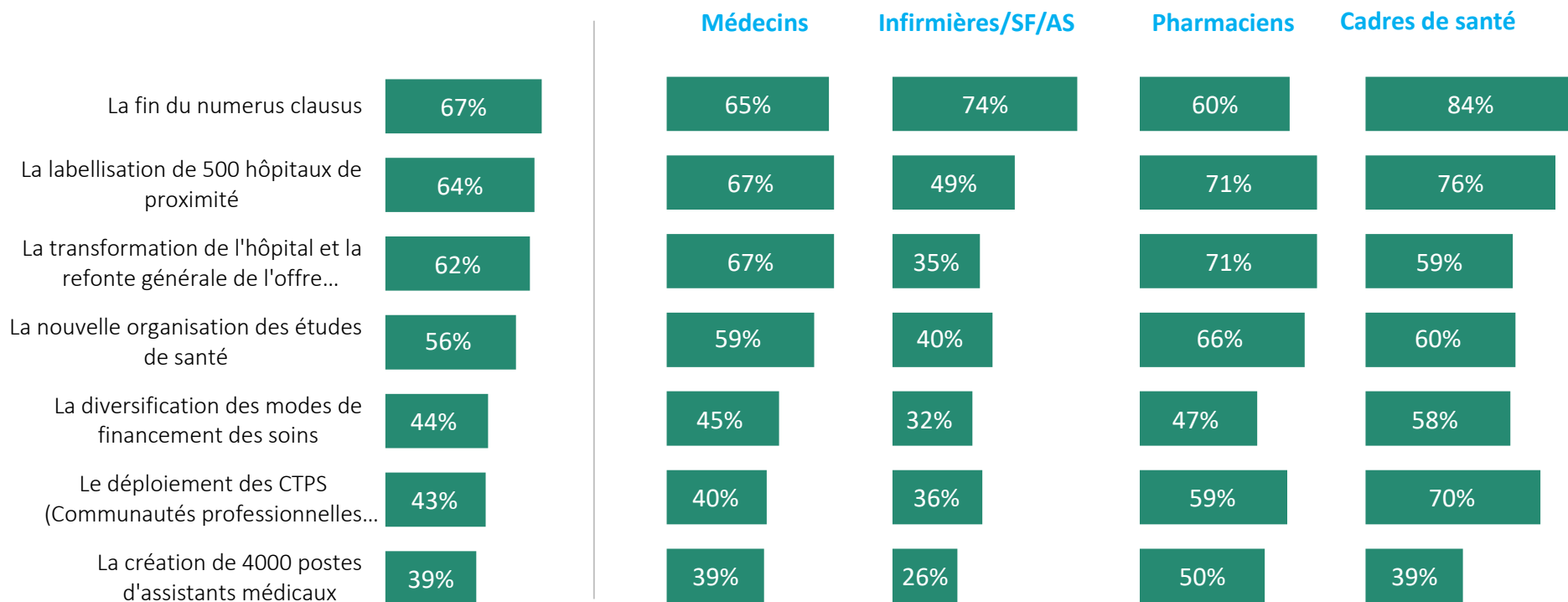


■ Favorable ■ Opposé ■ Vous n'en avez pas entendu parler/NSP

C'est dommage car les principales réformes de l'organisation du système de santé sont largement approuvées par les PS. Hormis la création de 4000 postes d'assistants médicaux (réprouvée)



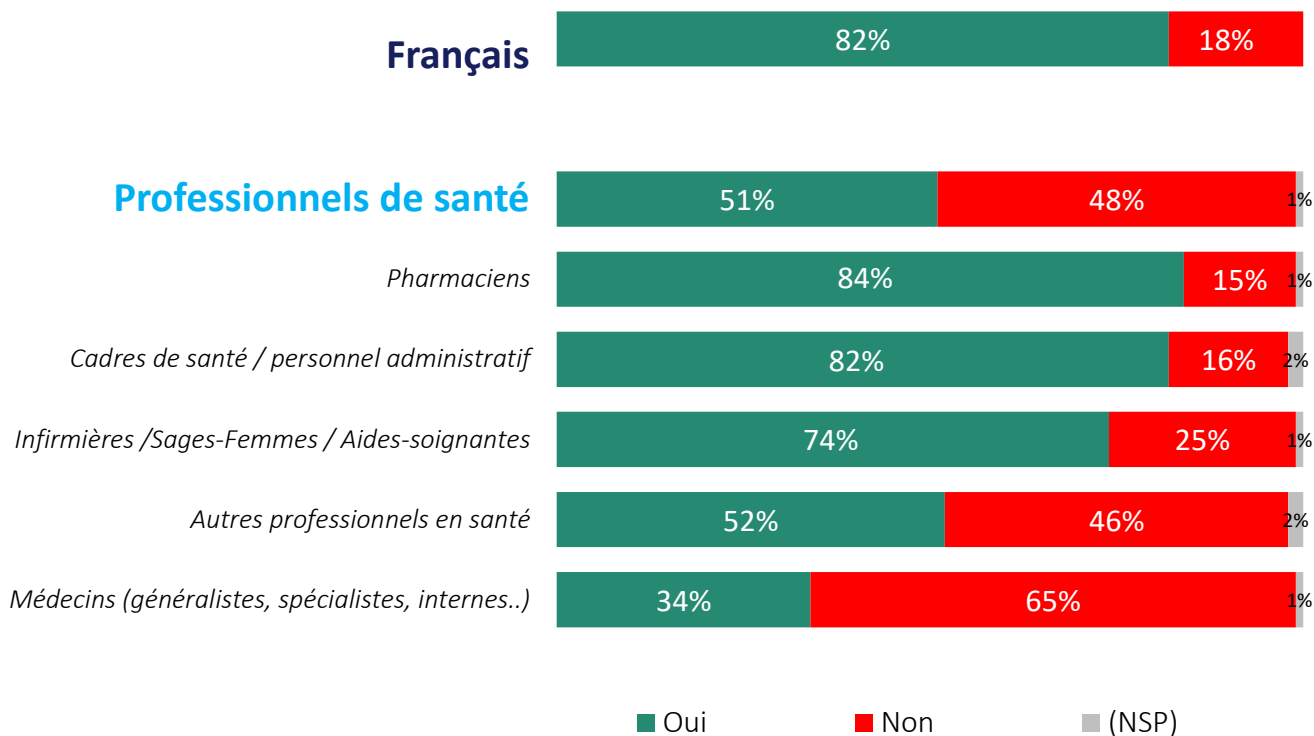
Agnès Buzyn a récemment présenté en Conseil des ministres, sa réforme de l'organisation du système de santé. Pour chacun des axes suivants de cette réforme, dites-moi si vous y êtes favorable ou opposé :



Net désaccord sur la régulation des médecins libéraux sur le territoire : les Français (82%) comme la plupart des PS (74% à 84%) y sont favorables... les médecins, eux, y sont largement opposés (65%)



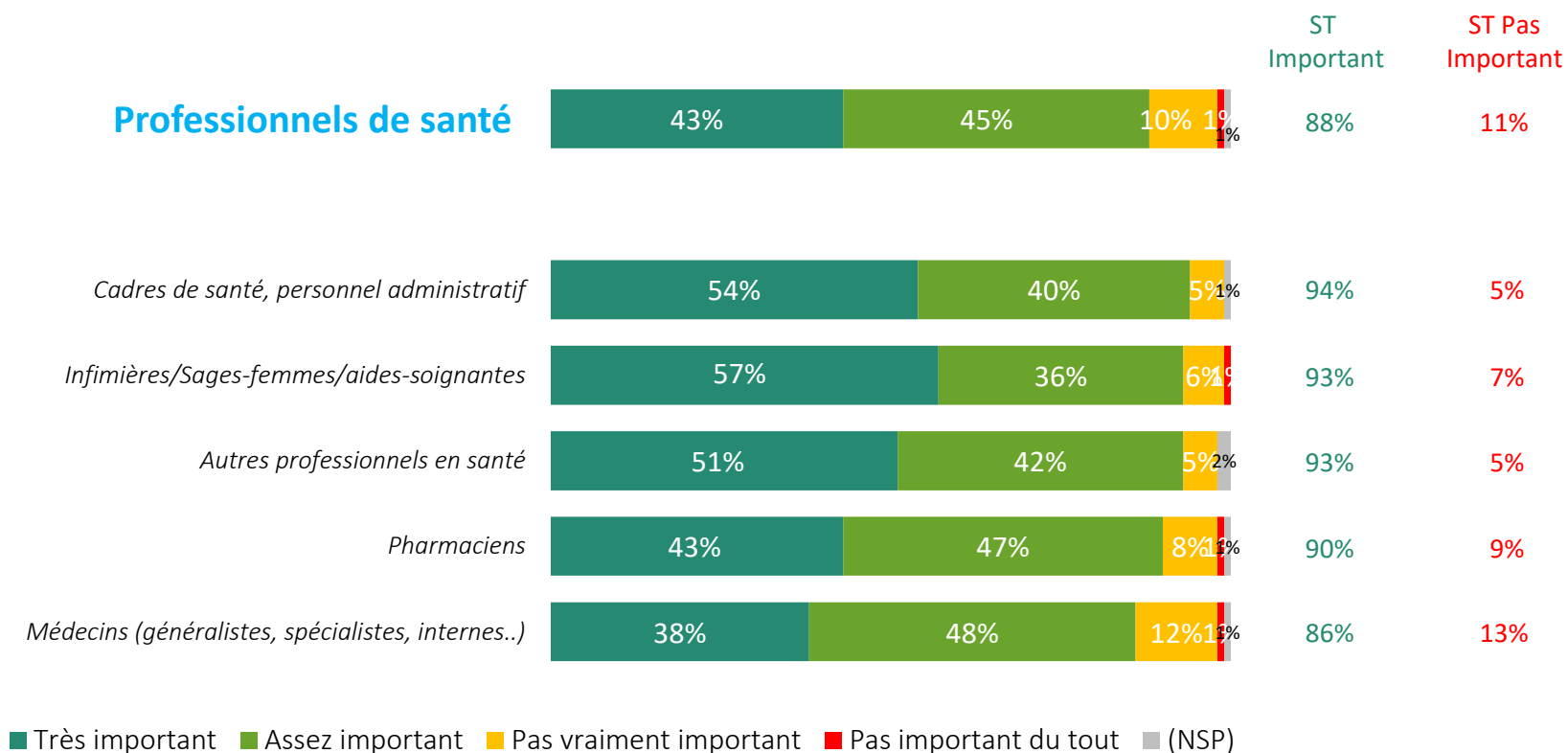
Pensez-vous que les pouvoirs publics devraient intervenir pour réguler la répartition des médecins libéraux sur l'ensemble du territoire ?



Les pathologies liées à l'environnement constituent un important problème de santé publique pour 9 PS sur 10



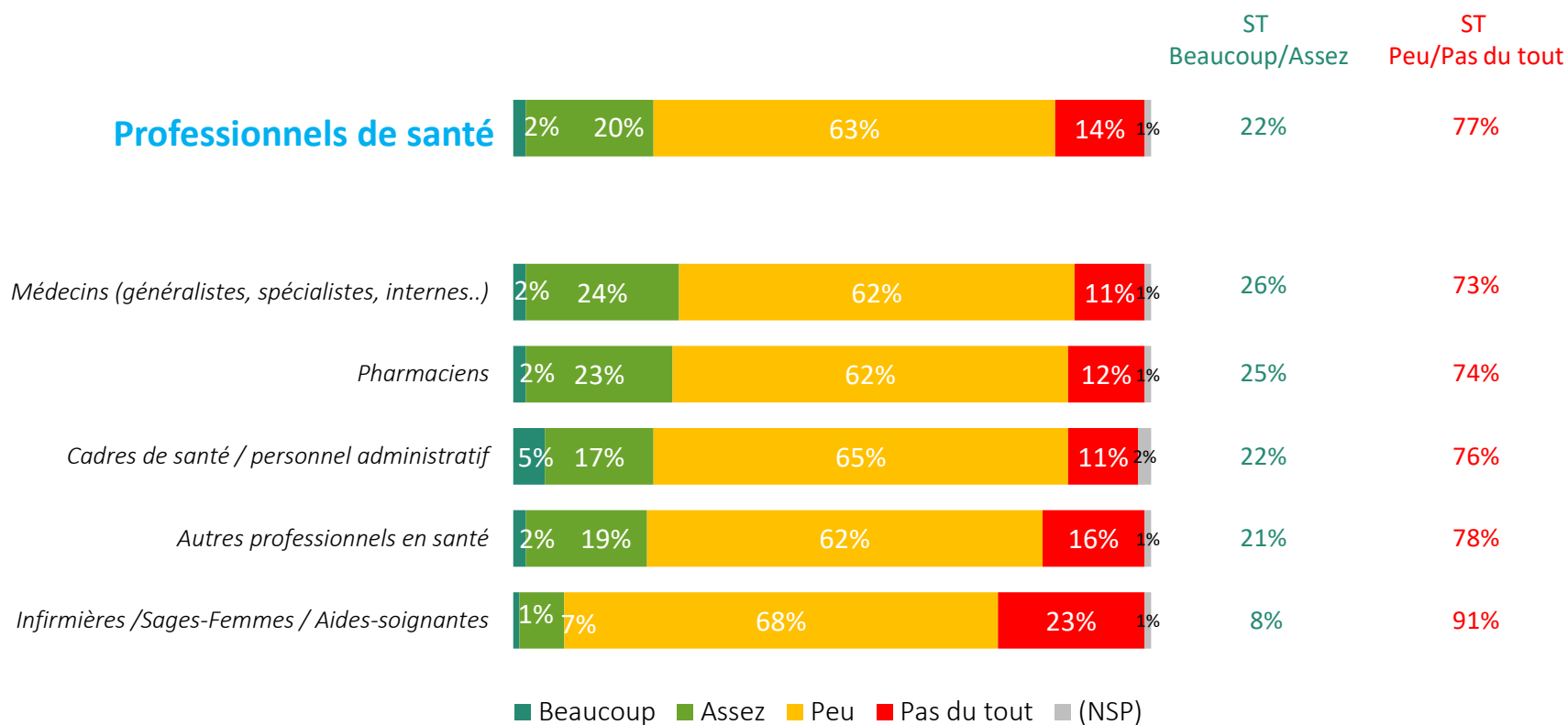
Diriez-vous que les pathologies liées à l'environnement sont devenues un problème de santé publique ...



Malheureusement, les PS sont tout aussi convaincus (77%) que ces pathologies liées à l'environnement sont insuffisamment prises en compte par notre système de santé



Et pensez-vous que notre système de santé en général (ministère, autorités de santé, professionnels de santé) se préoccupe beaucoup, assez, peu ou pas du tout de ces pathologies liées à l'environnement ?

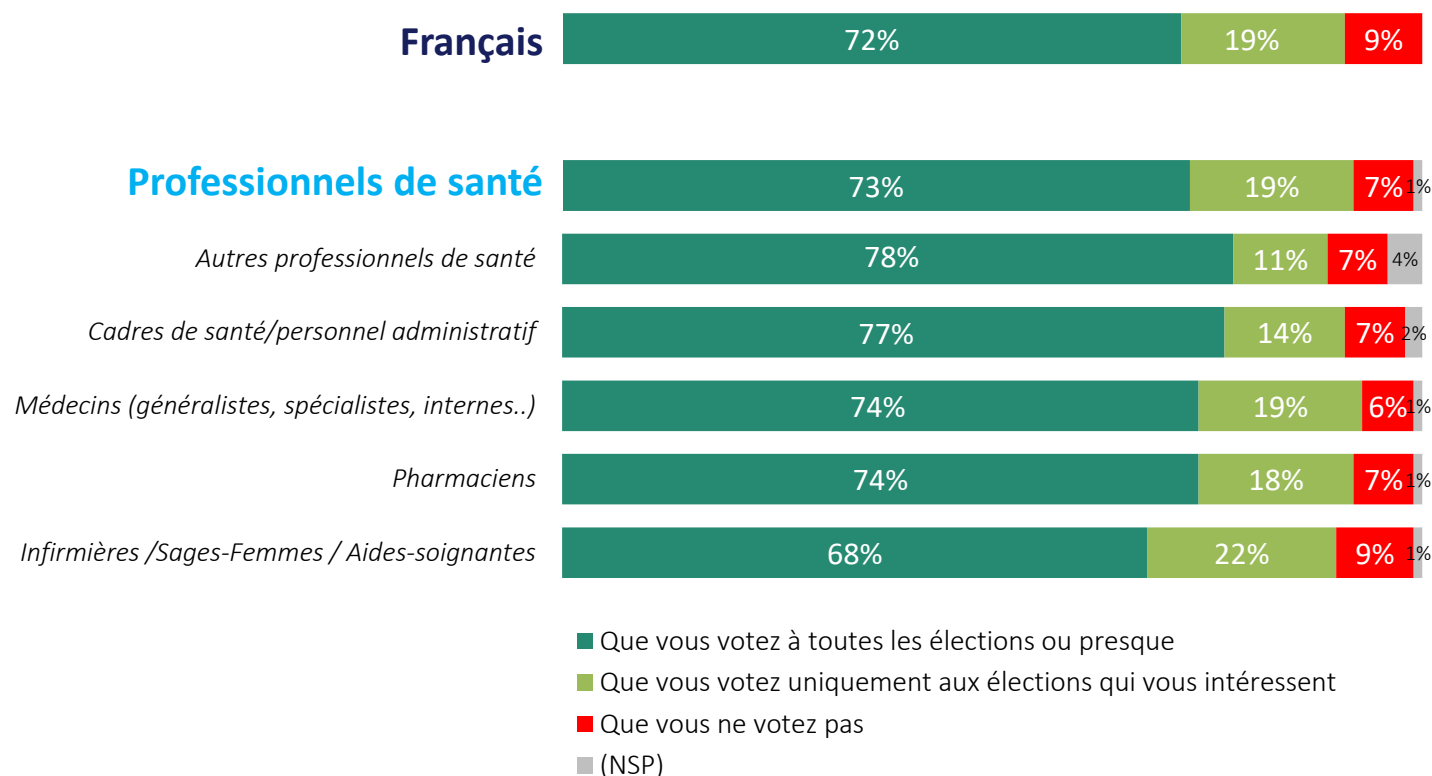


IV – Démocratie sanitaire, représentativité et citoyenneté dans le domaine de la santé

Les PS ne sont ni plus ni moins « citoyens » que les Français : 7 sur 10 votent à toutes les élections, 2 sur 10 « choisissent » leurs élections et seulement moins d'1 sur 10 ne vote jamais



S'agissant des élections, diriez-vous généralement, ...

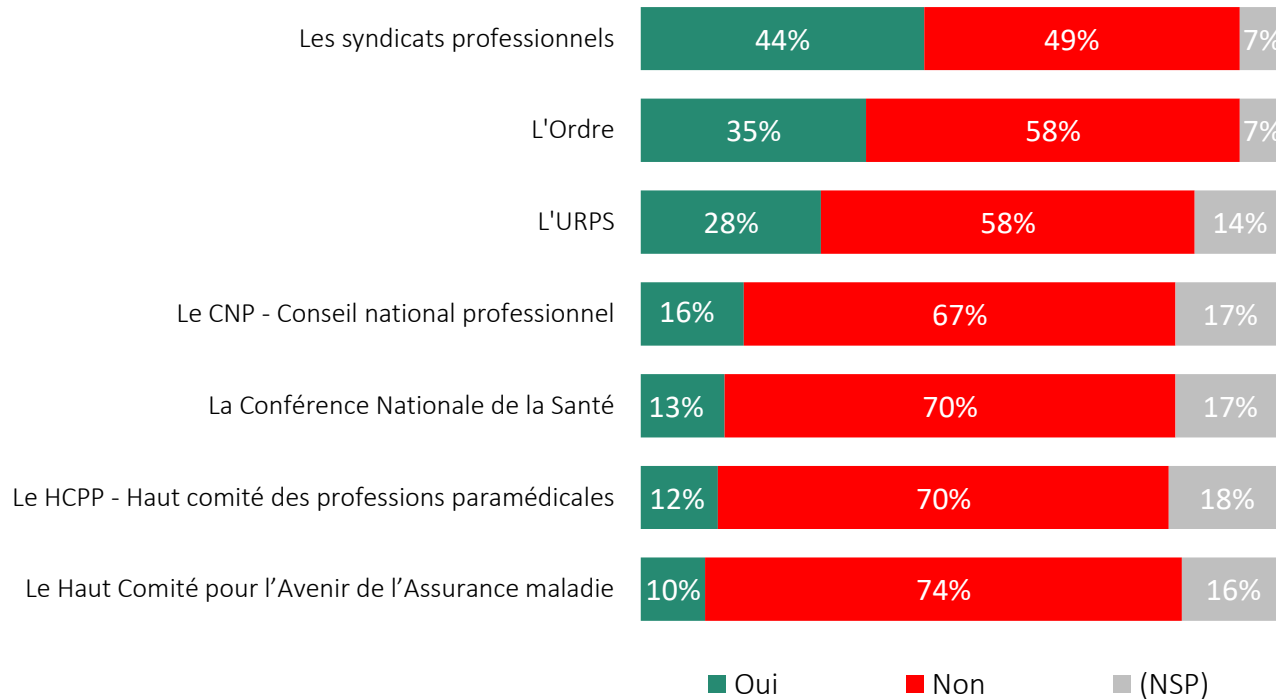


Mais le problème est qu'ils se sentent très mal représentés : pour une majorité de PS, les différentes structures en charge de les représenter ne jouent pas bien leur rôle



Pour chacune des structures suivantes, en charge de vous représenter, dites-moi si vous estimez qu'elle joue bien son rôle :

Professionnels de santé

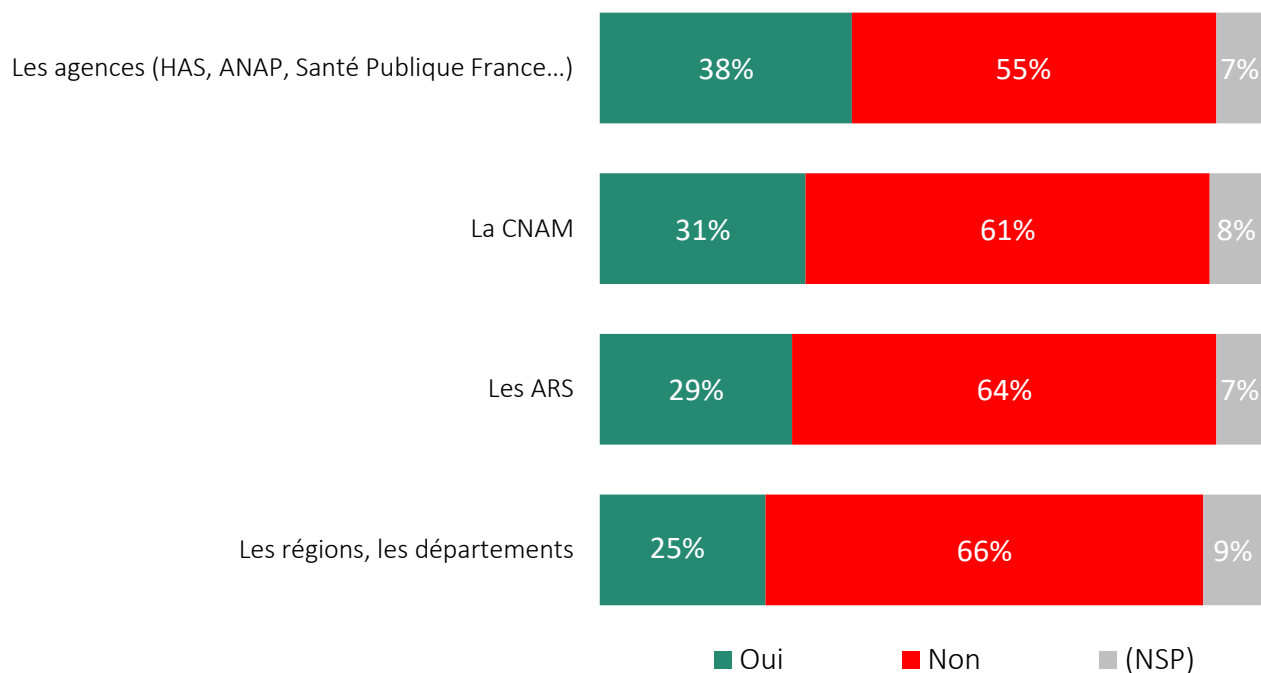


Leur jugement est encore plus sévère s'agissant des structures en charge du pilotage du système de santé : 55% à 66% des PS estiment que ces structures ne jouent pas bien leur rôle



Pour chacune des structures suivantes, cette fois en charge du pilotage du système de santé, dites-moi si vous estimez qu'elle joue bien son rôle :

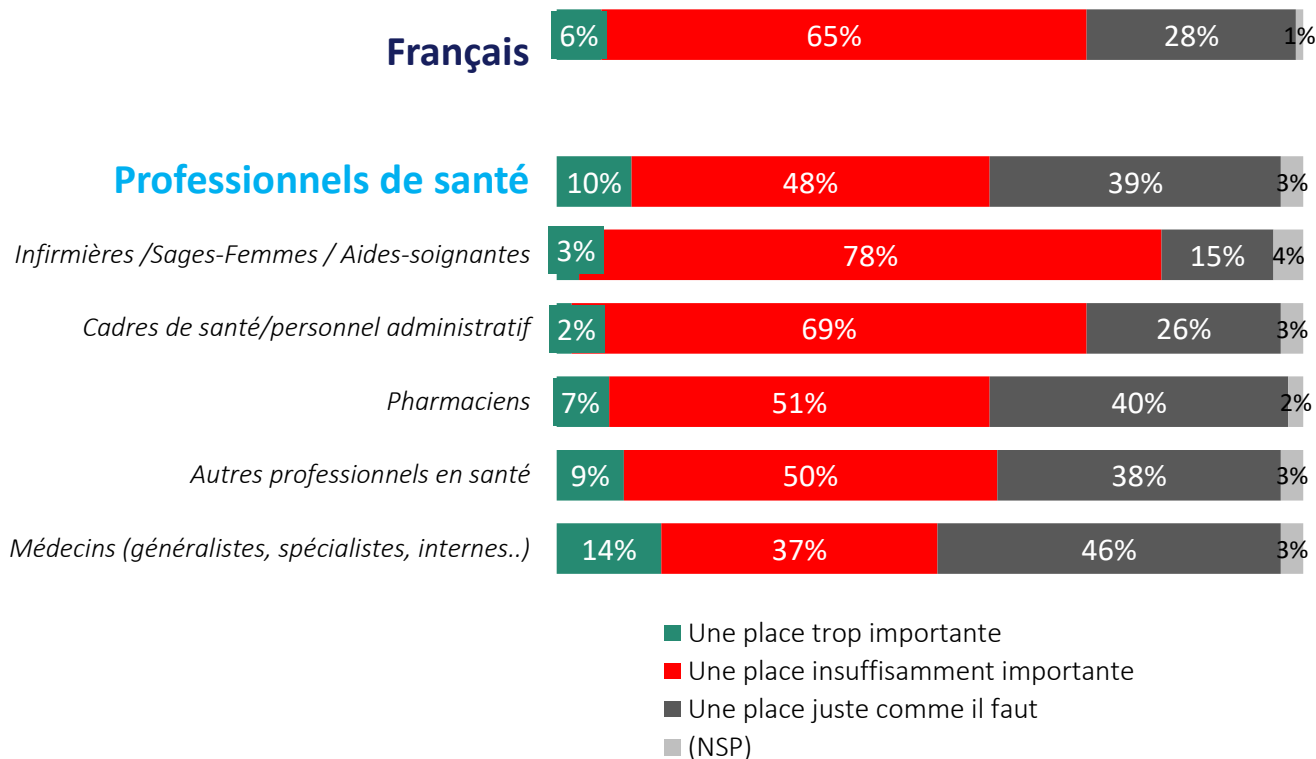
Professionnels de santé



Dès lors, le concept de démocratie sanitaire n'est pas leur première préoccupation : alors que 2 Français sur 3 jugent insuffisante la place accordée à la représentation des patients, les PS n'en sont pas convaincus



Quelle place le système de santé accorde-t-il, selon vous, à la représentation des patients ?

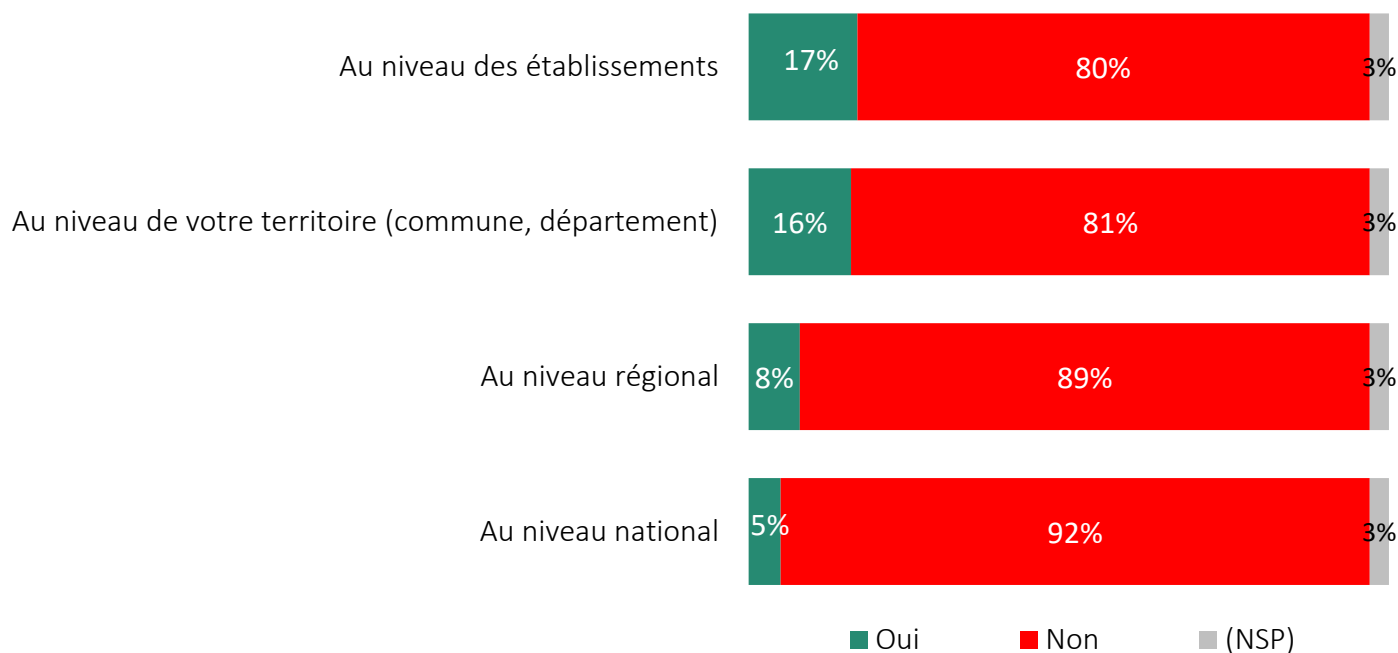


Les PS sont en revanche convaincus que leur parole de soignants n'est pas écoutée, que ce soit au niveau « micro » des établissements (80%) ou au niveau « macro » (national ou régional)



Avez-vous le sentiment que la parole des soignants est écoutée ...

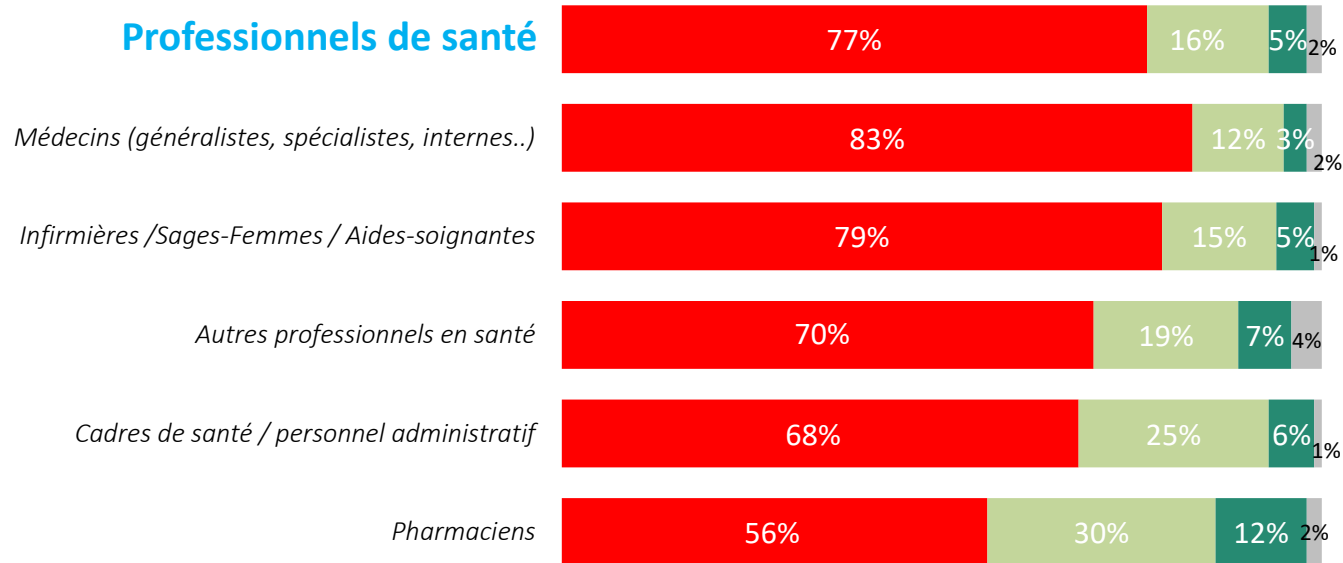
Professionnels de santé



D'ailleurs ils ont même un sentiment de régression puisque les trois-quarts (77%) des PS estiment qu'ils ont aujourd'hui moins de place qu'auparavant dans le pilotage du système de soins



Ces dernières années, quelle place ont acquis, selon vous, les professionnels de santé dans le pilotage du système de soins ?



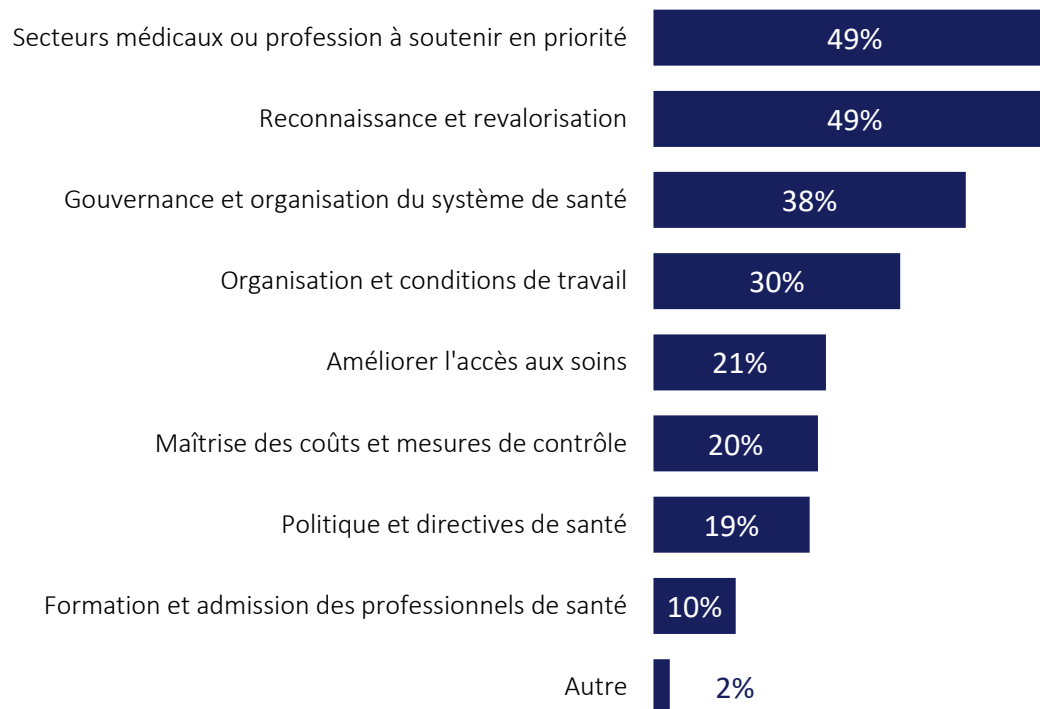
■ Moins de place qu'auparavant ■ Autant de place qu'auparavant ■ Plus de place qu'auparavant ■ (NSP)

Suggestions : parole libre / attentes spontanées exprimées par les professionnels de santé sur le Grand Débat National



Y a-t-il d'autres choses que vous souhaiteriez voir ressortir de ce Grand Débat National concernant la santé ? Si oui, merci de noter vos suggestions ci-dessous :

Professionnels de santé exprimant une suggestion (46%)



Suggestions

Détail des réponses fournies



Y a-t-il d'autres choses que vous souhaiteriez voir ressortir de ce Grand Débat National concernant la santé ? Si oui, merci de noter vos suggestions ci-dessous ?

Secteurs médicaux ou profession à soutenir en priorité	49%
Les infirmiers et professionnels paramédicaux / Le personnel soignant	18%
Le secteur hospitalier / les structures de soins	12%
Le secteur libéral	8%
Les médecins (sp)	8%
Les médecins généralistes	5%
Les urgences	4%
Les pharmaciens	4%
La gériatrie / La dépendance	4%
La psychiatrie / Les troubles psychiques	2%
Les spécialistes	2%
La télémédecine	1%
Autres secteurs médicaux ou professions à cibler	2%

Reconnaissance et revalorisation	49%
Revalorisation d'une profession / Revalorisation des salaires, de certains actes	27%
Plus de reconnaissance des professionnels de santé (sp) / Respect, confiance	13%
Révision des charges (fiscalité, cotisation) et droits (retraite, CARMF) pour les PdS / Pas de cotisations pour les retraités actifs	9%
Plus de liberté de décision ou d'action dans le travail pour les PdS / Moins d'interventions institutionnelles ou administratives	7%
Plus d'écoute des professionnels de santé / Consulter les professionnels de santé	6%
Limiter les statuts précaires / Titularisation des professionnels de santé	1%
Autres sujets liés à la reconnaissance et revalorisation	1%

Gouvernance et organisation du système de santé	38%
Réorganisation institutionnelle / Des professionnels de santé, de terrain décisionnaires et plus nombreux dans les institutions, les structures de soin (fusion, suppression de certaines instances, moins de pouvoir de certaines institutions (ARS, CNAM, etc) / Trop d'administratifs, un système trop bureaucratique)	15%
Réorganisation des structures de soins, de leur fonctionnement / Plus de financement, de places dans les structures de soins	10%
Gestion humaine des structures de soins / Une vision trop axée sur la rentabilité	5%
Pas d'étatisation de la médecine libérale / Liberté d'installation pour les médecins	3%
Développer/encourager le salariat chez les médecins	2%
Remise en question de la tarification à l'activité (T2A)	2%
Critiques de la création des assistants médicaux (d'autres professionnels sont déjà formés, mieux vaut augmenter les salaires, réduire la charge administrative, etc)	2%
Autres sujets liés à l'organisation du système de santé (des institutions, structures de soins et activités médicales	8%

Suggestions

Détail



Y a-t-il d'autres choses que vous souhaiteriez voir ressortir de ce Grand Débat National concernant la santé ? Si oui, merci de noter vos suggestions ci-dessous ?

Organisation et conditions de travail		30%	Maîtrise des coûts et mesures de contrôle		20%	Formation et admission des professionnels de santé		10%
Moins de contraintes administratives et normes/ Moins de tâches administratives (sp, au bénéfice des soins)	10%	Une plus grande maîtrise des coûts / Lutte contre les gaspillages (ex : vente excessive de médicaments, coût des transports sanitaires, coût des médicaments, médicament à vendre à l'unité)	9%	Améliorer la formation des Professionnels de santé / Des stages plus nombreux, dans certains secteurs	8%			
Manque de personnel / Davantage embaucher / Charge de travail importante, des services à désengorger	10%	Lutte contre le consumérisme / Pas de médecine gratuite, pas de tiers payant, davantage de jours de carence / Révision de l'AME / Informer des coûts de santé	7%	Augmenter le nombre de professionnels de santé formés / fin du numerus clausus, doubler le numerus clausus, etc	2%			
Garantir la sécurité des patients / Améliorer la qualité du travail effectué / Consacrer plus de temps aux patients	10%	Lutter contre les abus / Lutter contre les fraudes à la Sécurité Sociale	3%	Autre	2%			
S'intéresser au bien-être professionnel, aux situations de souffrance au travail, de burn out	5%	Contrôler/réguler les actes, les prescriptions, les arrêts de travail	3%					
Une meilleure organisation du temps de travail (permanence, travail de nuit, suppression des 35h, etc.)	4%	Lutte contre le lobbying (sp, pharmaceutique)	1%					
Améliorer les conditions de travail (sp)	3%	Autres sujets liés à la maîtrise des coûts et mesures de contrôle	1%					
Un environnement (locaux) et des équipements de travail à améliorer	2%							
Améliorer l'accès aux soins		21%	Politique et directives de santé		19%			
Une meilleure répartition de l'offre médicale sur le territoire / Lutter contre les déserts médicaux (préserver ce qui existe déjà, mesures d'attractivité, légiférer sur l'installation des médecins, Développer une médecine de proximité / les maisons de santé, etc)	14%	Des actions en matière de prévention / Des actions pour responsabiliser les patients	10%	Autres sujets liés à la politique et directives de santé (choix princeps/générique, vaccination, fin de vie, etc)	5%			
Un meilleur remboursement des frais de santé (médicaments, consultations) / Actions sur les mutuelles	6%	Optimiser la coopération entre PdS / Développement, amélioration du DMP / Améliorer le parcours de soins, la coordination des soins	4%	Recours, soutien, financement de l'innovation, la recherche / Recherche et production de médicament indépendante, nationale	2%			
Réduire les délais d'attente (sp, pour accéder aux spécialistes)	1%	Allègement / suppression de certains actes obligatoires (certificats pour les activités sportives, prolongement des arrêts de travail, délivrer certains médicaments sans ordonnance, ...)	1%					
Pas d'avance de frais / Généraliser le tiers payant	1%							
Contrôler/Réguler les dépassements d'honoraires / Suppression secteur 2	1%							
Autres sujets liés à l'accès aux soins	1%							

SYNTHESE DETAILLEE DES RESULTATS DE L'ETUDE

Synthèse détaillée des résultats (1/10)

I – Le Grand Débat National et la place de la santé dans celui-ci

1) Le Grand Débat National est un succès total en termes d'impact - 6 Français et professionnels de santé (PS) sur 10 savent précisément en quoi il consiste – et de mobilisation (un quart des Français et un PS sur deux y a participé) **mais les Français (70% ne le pensent pas) comme les professionnels de santé (55%) doutent qu'il aboutisse à des mesures concrètes pour le pays**

2) Surtout, la santé semble avoir été largement absente de ce Grand Débat National : un Français sur deux (51%) et pas moins de 8 PS sur 10 (82%) le pensent, estimant que la place accordée à la santé dans ce GDN était « insuffisante ».

3) C'est d'autant plus dommage que les professionnels de santé de santé (PS) se sont particulièrement investis dans ce GD : un sur deux dit avoir proposé des contributions (11%) ou, plus sincèrement, avoir envisagé de le faire (39%)

4) Au moins, à titre personnel, leurs attentes de citoyens ne diffèrent guère de celles de leurs concitoyens. Comme les Français, qui font de la fiscalité et du pouvoir d'achat leur attente majeure, les PS sont particulièrement mécontents du montant des impôts et des taxes qu'ils paient : 76% jugent ce montant « déraisonnable », soit 14 pts de plus que la moyenne nationale. En s'attaquant à ce problème pour les Français, le gouvernement satisfera aussi à une attente personnelle forte des PS

Synthèse détaillée des résultats (2/10)

II – Perception du système de santé aujourd’hui et attentes pour l’avenir

1) Globalement, les PS et les Français ont les mêmes attentes en matière de dépenses santé : ils veulent à la fois plus d’argent pour la santé et en même temps que l’on fasse la chasse aux dépenses inutiles. Ainsi 51% des Français et 52% des PS pensent qu’il faut mener de concert cette double démarche, plutôt que « d’abord faire la chasse aux actes inutiles avant de dépenser plus » (option privilégiée par 29% des Français et 16% des PS) ou encore plutôt que de « responsabiliser les acteurs et leur donner plus d’autonomie aux niveau territorial » (6% des Français et 23% des PS). Chose remarquable ceux qui pensent que l’on peut tout simplement « consacrer immédiatement davantage d’argent pour la santé », mais sans contrepartie (par ex. de chasse aux actes inutiles) sont très minoritaires : ils ne représentent que 8% des PS et 13% des Français.

2) Signe de leur extrême attachement à l’existant en santé, les uns (83% des Français) comme les autres (60% des PS) se refusent à la fermeture des structures de soins locales ayant une trop faible activité. Ils souhaitent a minima le statu quo – 48% des Français et 28% des PS se prononcent pour « le maintien des structures actuelles, mais sans en créer de nouvelles » – voire l’ouverture de « nouvelles structures de proximité » (attente de 35% des Français et 32% des PS).

3) Evidemment, cela coûte cher. Or, le remboursement des soins par l’assurance maladie est un sujet de dissension entre les Français, qui en demandent toujours plus, et les PS qui jugent que le niveau actuel est déjà trop généreux.

Synthèse détaillée des résultats (3/10)

Ainsi, **seulement 26% des Français pensent que « l'assurance maladie devrait être plus sélective dans les soins qu'elle rembourse »**, 29% pensent que son remboursement actuel est « bien adapté » et une majorité relative de 45% de nos concitoyens estiment qu'elle devrait rembourser davantage.

Ces perceptions se retournent totalement auprès des soignants : **une majorité absolue de 53% de PS (le double de la proportion observée chez les Français) jugent que l'Assurance Maladie devrait être plus sélective** dans son remboursement contre seulement 22% (moitié moins qu'auprès des Français) qui pensent qu'elle devrait rembourser davantage (24% pensent que son niveau de remboursement est « bien adapté »). Notons que sur ce sujet, la « moyenne » observée auprès de l'ensemble des « PS » n'a guère de sens, tant les différences sont énormes entre les médecins, particulièrement sévères (60% jugent le remboursement excessif) et les infirmières, beaucoup plus proches des perceptions du grand public sur le sujet.

4) Une piste pour faire des économies et les mettre d'accord ? Lutter contre la prescription d'actes médicaux injustifiés : 4 Français sur 10 (40%, dont 12% à qui cela est arrivé plusieurs fois) et les 2/3 des PS (66% dont 19% à qui cela arrive régulièrement) reconnaissent s'en être rendus « coupables ». Logiquement, la propension à dispenser un acte/traitement/médicament inutile est particulièrement forte auprès des médecins (70% l'ont déjà fait) et des pharmaciens (80%), principaux prescripteurs d'actes médicaux auprès des patients.

Synthèse détaillée des résultats (4/10)

Il existe donc un levier d'économies importantes pour tout le système si l'on parvient à limiter le phénomène. Bien sûr, ce ne sera pas si simple car les patients et les soignants qui reconnaissent avoir commis des actes inutiles ne l'ont pas fait exprès et sont de bonne foi, puisque c'est seulement après coup qu'ils ont réalisé leur erreur.

5) Pour cela la coopération entre professionnels constituerait sans doute un enjeu clé, puisque bon nombre d'actes inutiles proviennent d'une mauvaise communication entre professionnels et de leur ignorance de ce que le confrère a pu déjà prescrire au patient.

Fort heureusement, cette coopération interprofessionnelle ne semble pas ou plus poser de problèmes aux acteurs : « sur le papier », les pharmaciens, médecins et infirmières affichent tous (79% à 93%) leur grande capacité à travailler ensemble.

Un petit effort de pédagogie peut toutefois être poursuivi, notamment auprès des médecins qui sont favorables à cette coopération mais s'y montrent un peu moins résolus que les autres : certes 79% disent qu'ils « seraient prêts en tant *médecin (spécialiste ou généraliste) à travailler avec le pharmacien et l'infirmier* dans le cadre du suivi de l'observance des traitements médicamenteux au domicile des patients » ... mais seulement la moitié d'entre eux (38%) se disent « certains » d'être prêts à le faire, les autres (41%) jugeant qu'ils le feraient « probablement ». Les infirmiers (91% y seraient prêts et 54% s'en disent « certains ») et surtout les pharmaciens (93% y sont prêts et 72% s'en disent « certains ») apparaissent beaucoup plus engagés dans cette démarche.

Synthèse détaillée des résultats (5/10)

III – Connaissance de la « stratégie nationale de santé » et des mesures annoncées par A. Buzyn

Au regard du niveau d'attente des PS et des Français, et de leurs divergences de vues sur certains sujets, il apparaît important d'agir et de proposer des réformes... mais les mesures annoncées ou envisagées sont-elles seulement connues des professionnels eux-mêmes ? Et comment sont-elles accueillies ?

1) La « stratégie nationale de santé » définie par le gouvernement est fraîchement accueillie : les 2/3 des PS (63%) ne la connaissent pas, et ceux qui la connaissent se montrent plus souvent critiques (22%) que positifs (14%).

Ce gouvernement « n'imprime pas »... cela a été souvent entendu à propos de diverses mesures portées par l'exécutif depuis bientôt deux ans. Une fois encore c'est le sentiment que l'on peut avoir à propos de la « Stratégie nationale de santé » qui sert de cadre à la politique de santé jusqu'en 2022.

Le fait que 63% des PS en général, dont 63% des médecins et 73% des pharmaciens se disent insuffisamment informés pour se prononcer sur le sujet est inquiétant. Le fait que même les cadres de santé et personnels administratifs, censés porter la parole en interne dans leurs établissements, soient une majorité (53%) à se montrer perplexes l'est peut-être encore plus.

La distance générant la méfiance, puis la défiance, il n'est guère surprenant dès lors que ce plan, largement inconnu par les soignants, suscite davantage d'opposition que d'adhésion. Ainsi, seulement 14% des soignants se prononçant à son égard s'y déclarent « favorables » contre pratiquement le double (22%) qui y sont « opposés ». Fâcheux...

Synthèse détaillée des résultats (6/10)

2) C'est bien dommage car les principales réformes de l'organisation du système de santé présentées par Agnès Buzyn sont, elles, largement approuvées par les PS. Hormis la création de 4000 postes d'assistants médicaux (réprouvée) les 6 autres mesures sont davantage approuvées que rejetées.

C'est notamment le cas de mesures longtemps difficiles comme « la fin du numerus clausus » qui recueille 67% d'adhésion auprès des soignants et tout autant auprès des médecins (65%). Les seuls à y être opposés sont les internes (61%), sans doute un peu agacés de voir que les efforts qui leurs ont été demandés ne seront plus demandés à leur successeurs immédiats...

Le soutien est aussi majoritaire sur une autre mesure polémique : la nouvelle organisation des études de santé. 56% des soignants y sont favorables contre seulement 29% opposés... même si cette fois, les plus concerné(e)s, les infirmiers/ères sont une minorité à s'y déclarer favorables (40%).

Le soutien global concerne ainsi toujours au moins une majorité relative de soignants sur 6 des 7 mesures testées, oscillant entre 43% d'approbation sur le déploiement des CPTS ou 44% sur la diversification du mode de financement des soins, sujets encore bien méconnus par nombre de soignants, et 67% sur la fin du numerus clausus.

Seule la mesure concernant la création de 4000 postes d'assistants médicaux est désapprouvée par une majorité de PS et surtout par une écrasante majorité parmi les plus concernés sur le sujet : seulement un quart des infirmiers/ières, et 39% des médecins comme des cadres de santé y sont favorables, voyant sans doute ces assistants médicaux comme « des infirmières au rabais ».

Synthèse détaillée des résultats (7/10)

3) Il faudra aussi gérer l'interventionnisme potentiel de l'Etat concernant la régulation des médecins libéraux sur le territoire.

C'est un sujet qui divise voire fracture la société : alors que les Français (82%) comme la plupart des PS (74% à 84%) y sont favorables... les médecins, eux, y sont largement opposés (65%), jaloux de leur liberté.

4) Réciproquement, le Ministère devra se saisir de nouveaux problèmes de santé publique sur lesquels les PS les alertent : les pathologies liées à l'environnement. Elles constituent un important problème de santé publique pour 9 PS sur 10 (88% dont 48% qui estiment que c'est un problème « très important »)... mais malheureusement, les soignants sont tout aussi convaincus (77%) que ces pathologies sont insuffisamment prises en compte par notre système de santé.

Synthèse détaillée des résultats (8/10)

IV – Représentativité et démocratie

1) Les professionnels de santé ne sont pas moins « citoyens » que les Français : 7 sur 10 votent à toutes les élections, 2 sur 10 « choisissent » leurs élections et seulement moins d'1 sur 10 ne vote jamais.

Médecins (74% d'électeurs « systématiques »), pharmaciens (74%), infirmiers (68%), comme tous les professionnels de santé sont donc investis dans la vie démocratique de « la Cité ».

Leur niveau d'investissement (pas illogique car ils sont plus diplômés que la moyenne) est donc tout à fait élevé, et même un peu plus que celui de la population générale si l'on considère cette fois les Français actifs, à l'exclusion des retraités – qui votent beaucoup plus que la moyenne – ; dans ce cas, le taux de participation électoral des PS est supérieur de 5 points au niveau observé auprès des salariés français (68% votent à toutes les élections, contre 73% des PS).

2) Mais le problème est qu'ils se sentent très mal représentés : pour une majorité de PS, les différentes structures en charge de les représenter ne jouent pas bien leur rôle.

Ni leurs syndicats professionnels (49% contre 44% pensent qu'ils les représentent mal) ni leur ordre (58% contre 35%), ni l'URPS (58% vs 28%) ne trouvent grâce à leurs yeux.

Et encore, ces instances ne sont pas les plus critiquées : le CNP (67% vs 16%), la Conférence Nationale de la Santé (70% vs 13%), le HCPP (70% vs 12%) et le Haut Comité pour l'avenir de l'Assurance Maladie (74% vs 10%) sont unanimement perçus comme des organismes jouant mal leur rôle.

Synthèse détaillée des résultats (9/10)

3) Leur jugement est encore plus sévère sur les structures en charge du pilotage du système de santé : 55% à 66% des PS estiment que ces structures ne jouent pas bien leur rôle.

C'est le cas des agences telles que la HAS, l'ANAP ou Santé Publique France (55% vs 38% estiment que, globalement, ces agences jouent mal leur rôle), de la CNAM (61% vs 31%), ou encore des ARS (64% vs 29%). Mais les organismes spécifiquement dévolus à la santé ne sont pas les seuls à pâtir de cette mauvaise image auprès des PS : les départements et les régions – eux aussi en charge du pilotage du système de santé – sont encore plus perçus (66% vs 25%) comme des acteurs jouant mal leur rôle.

4) Dès lors, le concept de démocratie sanitaire n'est pas la première préoccupation des PS : **alors que 2 Français sur 3 (65%) jugent insuffisante la place accordée à la représentation des patients, les PS n'en sont pas convaincus** ; seulement 48% des PS le pensent et même seulement 37% auprès des médecins. Ces derniers considèrent en fait que ces associations de patients ont aujourd'hui la place qu'elles méritent (46%), voire même une place déjà trop importante (14%).

5) Les PS sont en revanche convaincus que leur parole de soignants n'est pas écoutée, que ce soit au niveau « micro » ou au niveau « macro ». En tant que soignants, les PS pensent que leur parole n'est ni écoutée au niveau des établissements (80% vs 17%), ni au niveau des territoires (81% vs 16%), ni au niveau régional (89% vs 8%) ni encore moins que niveau national (92% vs 5%). D'ailleurs ils ont même un sentiment de régression puisque les trois-quarts (77%) des PS (et 83% des médecins) estiment qu'ils ont aujourd'hui moins de place qu'auparavant dans le pilotage du système de soins.

Synthèse détaillée des résultats (10/10)

Bref, il est important de prouver aux professionnels de santé qu'ils peuvent être vraiment écoutés.

C'est ce que nous avons fait dans le cadre de cette vaste étude, à la fois en leur demandant leurs arbitrages sur toutes les questions « fermées » que nous leur avons posées, mais aussi en leur permettant de s'exprimer librement et de nous apporter, eux-aussi, leurs contributions, exactement comme le fait la démarche de Grand Débat National.

Ces retours sont riches et diversifiés mais peuvent finalement être « ramassés » **en 3 grandes attentes principales** : un volet touche la reconnaissance et la revalorisation (49% des citations), un autre concerne toutes les revendications particulières à un secteur médical ou à une profession en particulier qui nécessiterait un soutien (49% des citations aussi) et un troisième enfin concerne toutes les demandes touchant à la gouvernance et à l'organisation du système de santé (39%).

A côté de ces grandes thématiques, d'autres méritent l'attention : c'est particulièrement le cas de « l'organisation et des conditions de travail » qui arrive en 4ème position en recueillant 30% des attentes spontanément formulées par les PS interrogés (ils demandent notamment « moins de contraintes administratives et normes » et « moins de tâches administratives, au bénéfice des soins ») ; c'est aussi le cas de l'amélioration de l'accès aux soins qui constitue la 5ème grande catégorie d'attentes (21% des citations) spontanément exprimées par les PS. Parmi leurs principales demandes dans ce domaine, ils aspirent notamment à une meilleure répartition de l'offre médicale sur le territoire et à une plus grande lutte contre les déserts médicaux.

Seront-ils écoutés ? Réponse dans les semaines/mois à venir. Espérons-le, mais en tout cas, Odoxa, *nehs* et GPS auront contribué à le permettre...